

moitié du taux enregistré au cours de chacune des deux années précédentes. Tous les grands sous-secteurs du commerce de détail ont réalisé des gains.

La croissance du secteur du commerce de gros a été essentiellement nulle, une faiblesse non observée depuis le déclin de 1991. Les grossistes, qui participent aussi aux activités d'exportation-importation, ont été touchés par la baisse des volumes d'échanges avec l'extérieur.

Après neuf années d'expansion essentiellement ininterrompue, le marché de la revente des maisons a reculé, alors que le nombre d'unités résidentielles vendues a diminué d'environ 17,1 p. 100, contribuant ainsi au repli des industries de l'immobilier et du courtage.

La croissance du PIB par province

Bien que le PIB ait augmenté légèrement au niveau national en 2008, la détérioration de la situation économique dans le monde a touché certaines provinces plus tôt que les autres. Cinq provinces – l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Québec, le Manitoba et la Saskatchewan – et deux territoires – le Nunavut et le Yukon – ont enregistré un taux de croissance positif en 2008, tandis qu'il y a eu contraction de l'activité économique dans les Territoires du Nord-Ouest et les cinq autres provinces. Plusieurs provinces ont subi les effets du ralentissement survenu aux États-Unis et du marasme dans lequel se trouve le marché de l'habitation de ce pays. Cette

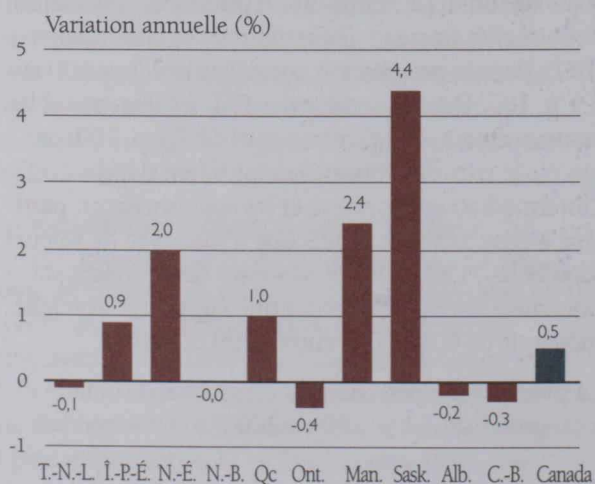
évolution se profile derrière la baisse de 4,7 p. 100 des exportations en volume et seuls la Nouvelle-Écosse, la Saskatchewan et le Yukon ont vu leurs exportations réelles progresser en 2008.

L'économie de Terre-Neuve et Labrador s'est contractée de 0,1 p. 100 en 2008, après une expansion de son PIB réel de 9,1 p. 100 en 2007 (figure 3-3). La croissance de la province a été freinée par la baisse de la production de pétrole et de gaz, notamment en provenance du gisement White Rose. Les dépenses personnelles ont fortement progressé, propulsées par le gain le plus important de l'emploi depuis 2003 et la première augmentation de la population enregistrée depuis 1992. Les dépenses en biens durables, tels que les automobiles et les camions, ont augmenté de 13,0 p. 100 pour la deuxième année d'affilée. L'investissement des entreprises dans les structures résidentielles était en hausse de 7,3 p. 100, mais l'investissement des entreprises dans les structures non résidentielles a reculé pour la troisième année consécutive. Après deux années de solide croissance, les exportations réelles ont fléchi de 0,2 p. 100, mais les importations réelles ont augmenté plus rapidement, soit de 3,7 p. 100.

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a affiché un taux de croissance de 0,9 p. 100 en 2008, grâce à la vigueur des dépenses de consommation et à l'accélération des dépenses gouvernementales. Les récoltes étaient en baisse pour une deuxième année, alors que les agriculteurs ont réduit les superficies en culture et que la production de pommes de terre a souffert des conditions pluvieuses qui ont sévi durant la saison de la récolte. Les exportations réelles ont reculé de 3,0 p. 100, reflet du fléchissement des récoltes et des baisses survenues dans la production de bétail et la production manufacturière. Dans ce dernier cas, la transformation des aliments est demeurée stable au niveau de 2007, tandis que la fabrication de matériel de transport a progressé; cependant, la forte baisse observée dans la fabrication de produits chimiques a contribué à freiner la croissance.

Une augmentation des dépenses a aussi donné du tonus à l'économie néo-écossaise : les dépenses de consommation ont progressé de 3,1 p. 100 en 2008, la plus forte hausse depuis 2002. Les dépenses gouvernementales se sont accélérées en 2008, avançant de 3,9 p. 100, dans la foulée d'une hausse de 2,3 p. 100 en 2007. L'investissement des entreprises dans les structures non résidentielles a rebondi après un net repli en 2007. Cependant, les dépenses des

FIGURE 3-3
Croissance du PIB réel par province, 2008



Source : Statistique Canada